

Valle-Santoro, qui défendit le château de Belle-Garde dans la guerre de la révolution, et le bataillon de volontaires de Tarragone, fort de sept cents hommes, était logé dans la citadelle, et fournissait seul le service de la place. Depuis que le cardinal don Francisco Cisneros, régent de Castille, a démantelé toutes les places de Navarre, à l'exception de la capitale, c'est une opinion reçue, que celui-là est maître de la province, qui commande à Pampelune. Pour commander à Pampelune, il fallait s'emparer de la citadelle. Cette forteresse, bâtie par Philippe II, renferme les magasins pour les munitions de guerre et de bouche. Les soldats français venaient, à des jours marqués, en capote, en bonnet et sans armes, recevoir les vivres dans l'enceinte de la citadelle; la troupe espagnole faisait bonne garde, et ne manquait jamais de tenir les ponts-levis levés, tout le temps que durait la distribution.

Pendant la nuit du 15 au 16 février, Darnagnac réunit cent grenadiers dans son loge-

ment qu'il avait pris, non sans dessein, sur l'esplanade qui sépare la ville de la citadelle. Ils entrèrent chez leur général avec leurs fusils et leurs cartouches, les uns après les autres, et dans un profond silence. Le 16, à sept heures du matin, une corvée¹ de soixante hommes alla aux vivres comme de coutume; mais elle fut commandée par un officier de tête et de vigueur, le chef de bataillon Robert du 70^e régiment. Sous prétexte d'attendre le quartier-maître, les hommes de corvée s'arrêtèrent, partie sur le pont-levis, partie dans l'avancée. Il pleuvait : quelques-uns entrent dans le corps-de-garde pour se mettre à couvert. A un signal donné, ils sautent sur les fusils qui sont au râtelier. Deux sentinelles sont désarmées. Les Espagnols ne peuvent pas

¹ Les soldats français appellent *corvée* le détachement commandé pour une corvée, c'est-à-dire pour un travail ou un service en dehors des fonctions purement militaires.

se dépêtrer des mains des Français qui remplissent le corps-de-garde. Ceux qui veulent se défendre reçoivent des bourrades de crosse de fusil. Alors arrivent à la course les grenadiers embusqués dans la maison du général. Ils se portent sur un bastion armé de quinze pièces, qui battent le fossé et la place d'entrée. Le bataillon du 47^e, logé non loin de-là, a suivi de près les grenadiers. Tout le rempart était bordé de Français, avant que la garnison espagnole, enfermée dans les casernes, eût pensé à se mettre en défense. Darmagnac annonce au vice-roi et au conseil de Navarre que, devant probablement séjourner pendant quelque temps à Pampelune, il a été obligé, pour la sûreté de ses troupes, de faire entrer dans la citadelle un bataillon qui y fera le service de concert avec la garnison nationale. Ce léger changement, loin d'altérer la bonne harmonie, doit être considéré comme un lien de plus entre deux alliés réciproquement fidèles.

Les liens de cette nature se resserraient

chaque jour davantage; le général de brigade Thouvenot avait été envoyé à Saint-Sébastien avec la commission de rassembler, dans un dépôt, les soldats qui rejoignaient isolément leur corps en Espagne. Ce dépôt, étant devenu très-nombreux en peu de temps, se trouva en possession de la place, sans que les détachemens des régimens espagnols du Roi et d'Africa, qui y tenaient garnison, s'en fussent aperçus.

C'est ainsi que les Français devinrent maîtres de San-Fernando de Figuières, de Barcelone, de Pampelune et de Saint-Sébastien; alors leurs opérations militaires dans la Péninsule furent assises sur une base raisonnable.

LES troupes qui avaient pris la citadelle de Pampelune, ayant été relevées par des bataillons venus de France, en rallièrent d'autres en Biscaye, et toutes ensemble allèrent en Castille sous les ordres du général de division

Merle. Pendant le mois de mars, la brigade des fusiliers de la garde impériale, trois mille chevaux pris dans les dépôts des gendarmes d'élite, dragons, chasseurs, mameloucks, cheveau-légers de Berg et de Pologne, et un équipage considérable d'artillerie, passèrent la Bidassoa. Ce mouvement s'opéra pêle-mêle avec celui des réserves d'Orléans, de Poitiers, de Bayonne, qui achevaient de s'organiser en marchant, et qui remplacèrent d'autres réserves échelonnées sur les côtes de l'Océan. Toutes ces troupes réunies sous les ordres du maréchal Bessières, duc d'Istrie, l'un des quatre colonels-généraux de la garde impériale, formèrent le corps d'observation des Pyrénées-Occidentales, fort de dix-neuf mille hommes, non compris six mille de la garde, infanterie, cavalerie et artillerie.

Le masque était jeté ; les observateurs intéressés que l'Espagne a reçus en alliés, dissimulent encore leurs projets, mais ils n'essaient plus de cacher les moyens qu'ils pren-

ment pour les accomplir. L'Empereur ordonna d'armer les remparts et d'approvisionner les magasins des places nouvellement occupées. Comme il n'existait pas un seul endroit fortifié sur la route directe de Bayonne à Madrid, on entreprit de restaurer et mettre en état de défense les vieux châteaux de Pancorvo et de Burgos. Les arsenaux de Bayonne, de Perpignan, de Pampelune et de Barcelone acquirent une extension et une activité de travaux inconnues depuis plus de cent ans, et même pendant la guerre de la révolution. On fabriqua plusieurs milliers de rations de biscuit dans les villes de la frontière de France, et on en transporta une partie dans les places d'Espagne. Sur les différentes lignes d'opération, les couvens furent transformés en casernes et en hôpitaux; on n'y vit plus que convois de munitions et de vivres, train d'artillerie et officiers courant la poste pour explorer et rendre compte. De la Bidassoa au Duero le pays fut couvert de soldats; les villes et les

bourgades eurent presque toutes des commandans français. La police échappa aux autorités espagnoles pour passer dans les mains des nouveaux venus ; quelques bataillons nationaux , clair-semés à travers le débordement des troupes étrangères, étaient frappés d'impuissance , et même après la surprise des forteresses , leur gouvernement les laissait sans direction et sans ordre. Ceux-là eussent été endurcis dans leur aveuglement , qui eussent encore voulu ne voir dans un pareil développement de forces , que le passage d'une armée pour une opération déterminée. L'Espagne était envahie , et l'invasion progressive avait été calculée dans l'objet d'anéantir les moyens de résistance avant qu'ils pussent être réunis et mis en œuvre.

NAPOLÉON n'avait pas mesuré l'étendue de la carrière qu'il avait à parcourir ; il croyait possible de conquérir l'Espagne sans avoir à combattre les Espagnols. Les troupes qui

avaient franchi les Pyrénées n'avaient ni la consistance ni la vigueur nécessaires pour de hautes entreprises ; leur matériel était le rebut des grandes armées restées intactes en présence de l'Europe : les officiers étaient de deux sortes, les uns arrachés des dépôts où ils attendaient la réforme ou la retraite, et mécontents d'être retenus sous les drapeaux malgré leur inaptitude ou leurs infirmités ; les autres, très-jeunes, sortant des écoles, dont l'inexpérience avait besoin d'être guidée par de bons exemples. Il y avait peu de sous-officiers et peu d'étoffe pour en faire ; la cavalerie n'avait que jeunes soldats et jeunes chevaux. L'infanterie n'était pas composée d'élémens homogènes ; tel bataillon ne comptait que quatre ou six compagnies, tandis que le bataillon, son voisin dans l'ordre de bataille, était fort de huit ou de dix ¹. Après les

¹ Pendant la campagne de 1808, les bataillons du 1^{er} corps d'observation de la Gironde, entrés les pre-

légions de réserve et les corps provisoires, on avait créé des régimens supplémentaires ; vinrent ensuite les régimens de marche, où furent entassés les détachemens oubliés ou négligés, les déserteurs rentrés, les hommes sortis des hôpitaux. Ni l'esprit de corps ni les souvenirs de la gloire acquise ne vivifiaient ces agrégations formées la veille pour être dissoutes le lendemain ; les soldats ne voyaient pas flotter au-dessus de leur tête les étendards de la patrie ! Ne se connaissant pas entre eux, ignorés de leurs officiers, dont ils ne savaient

miers dans la Péninsule, conservaient dix compagnies ; les bataillons des légions de réserve étaient de huit, ceux des régimens provisoires n'en avaient que quatre ; enfin les bataillons des régimens d'infanterie légère et de ligne étaient organisés à six. Cette bigarrure disparut à la seconde campagne. Les corps de toute arme reçurent la même formation, c'est-à-dire, pour l'infanterie, les six compagnies par bataillon, ainsi que l'a réglé le décret impérial du 18 février 1808. Il n'y eut plus d'inégalité que parmi les bataillons et les escadrons de marche, formés pour peu de temps d'élémens que le hasard avait rassemblés.

même pas les noms; peu soignés, mal entretenus, inexactement payés, leur existence était mobile et précaire comme les corps éphémères dont ils faisaient partie.

La capacité des chefs dut suppléer à l'inefficacité des moyens qu'on leur avait confiés. Le général de division Mouton, aide-de-camp de l'Empereur, un des officiers de l'armée le plus entendus dans l'organisation et l'éducation des troupes, fut chargé d'inspecter les régimens provisoires. On profita de la douceur du climat pour instruire les soldats pendant l'hiver; les Français savent en quinze jours ce que les recrues des autres nations mettent trois mois à apprendre. Ils amusèrent les Espagnols par le simulacre de la guerre, en attendant qu'ils les effrayassent par la réalité. Le général de division Malher fut tué, le 8 mars, à Valladolid, dans un exercice à feu, par un conscrit maladroit qui l'atteignit avec la baguette laissée par mégarde dans le ca-

non de son fusil : le premier, parmi les officiers-généraux, il arrosa de son sang la terre qui devait plus tard être jonchée des cadavres de ses compatriotes.

LES corps de troupes qui étaient entrés les uns après les autres dans la Péninsule, formaient autant d'armées distinctes dont chacune avait son commandant, son état-major et son administration. Quand on fut arrivé au moment de les faire agir ensemble, il fallut leur donner un chef; le prince Murat, grand-duc de Berg, partit pour l'Espagne avec le titre et l'autorité de lieutenant de l'Empereur. Il vint presque seul; mais avant et derrière lui marchaient trois ou quatre cents officiers isolés de tout grade, commissaires des guerres, employés du service administratif. Plusieurs d'entre eux, admis précédemment à la réforme ou à la retraite, venaient d'être remis en activité sans l'avoir demandé. L'inspecteur en chef aux revues d'Henné fut

nommé intendant-général des armées françaises en Espagne. Les généraux de division Lariboissière et Lery eurent le commandement en chef, l'un de l'artillerie, l'autre du génie. Le général de division Auguste Belliard fut chef de l'état-major-général.

Le grand-duc de Berg arriva le 13 mars à Burgos; ses instructions lui prescrivaient de faire marcher l'armée sur Madrid, d'observer, et, dans tous *les événemens imprévus, de donner des instructions et des ordres pour la sûreté des troupes*. L'Empereur vient derrière; avant peu de jours il aura passé les Pyrénées; on ne peut prévoir ce qu'il ordonnera de l'Espagne, et lui-même l'ignore encore. Ainsi les destinées d'une grande nation sont livrées à la merci de l'étranger. Où est le monarque, où sont les princes, les ministres et les grands qui la sauveront en ces jours d'alarmes?

Nous avons fait connaître dans notre introduction le monarque faible que ses vertus pri-

vées et le respect inné des Espagnols pour la royauté sauvaient à peine de la déconsidération publique; la Reine méprisée et haïe, parce qu'elle avait donné le favori à l'Espagne; le favori chargé à la fois de ses propres iniquités et des malheurs du temps; la haute noblesse divisée en deux parts, dont la plus nombreuse rampait aux pieds du dispensateur des grâces, tandis que les autres déclamaient contre les abus, quelques-uns par pur patriotisme, presque tous parce qu'ils n'en profitaient pas. Nous n'avons pas manqué de signaler le haut degré d'élévation auquel s'était soutenu le caractère national, malgré la dégradation du gouvernement et la dépression de la classe supérieure.

La puissance scandaleuse des favoris a presque toujours introduit la discorde dans les familles des rois. Les mécontents (et leur nombre croissait de jour en jour à la cour de Madrid) se groupaient autour de l'héritier du trône, et cherchaient à diriger ses conseils.

Le duc de l'Infantado, le duc de San-Carlos, et don Juan de Escoiquitz, un des dignitaires de l'Église de Tolède, étaient les trois personnages les plus marquans du parti. Le duc de l'Infantado passait pour un seigneur rempli d'honneur et de patriotisme. Ce n'était pas assez dans des temps difficiles où il fallait voir de loin. Fils d'une mère allemande et élevé à Paris, il avait perdu à l'étranger la gravité castillane, sans acquérir en échange la vivacité de conception et l'aptitude universelle, attributs distinctifs du peuple chez lequel il avait puisé ses premières impressions. San-Carlos avait été gouverneur du prince des Asturies. On lui accordait beaucoup de réserve et de mesure. Le chanoine Escoiquitz, ancien précepteur du prince, exerçait plus d'influence que les deux autres sur l'esprit de son royal élève. Homme probe et instruit, il était sorti sans mission de la carrière des belles-lettres, qui était son fait, pour se jeter dans le dédale de la politique, où un carac-

tère confiant et un esprit étroit le condamnaient à rester toujours novice. Le prince de la Paix craignant son ascendant, et s'exagérant le mérite d'Escoiquitz, le tenait depuis long-temps éloigné de la cour. Une circonstance qu'on ne pouvait pas prévoir, le mit en évidence.

Ferdinand, prince des Asturies, à peine âgé de vingt-trois ans, était veuf, depuis seize mois, d'une fille de la reine de Naples. Le Roi son père, à l'instigation de Godoy, voulut lui faire épouser en secondes noces dona Maria-Luisa de Bourbon, sœur de la femme du prince de la Paix. Ce mariage ne blessait pas les convenances, car l'épouse désignée était la petite-fille de Philippe V, et le nom d'infante manquait seul à son illustration; mais le jeune prince s'irrita contre un arrangement dont l'effet serait de le rapprocher de l'homme qu'il regardait comme un ennemi mortel et comme le fléau de la monarchie. Ses conseillers approuvèrent sa juste répugnance. On lui sug-

géra, pour le délivrer de l'obsession du Roi et du favori, l'idée heureuse de demander à l'Empereur des Français une épouse de sa maison ou de son choix. Ce monarque sera flatté d'une marque de condescendance qui assure la durée de sa prépondérance en Espagne. Une princesse du sang impérial servira à Ferdinand d'égide contre l'égarement de ses parens et contre les attaques de Godoy.

François de Beauharnais était ambassadeur de France à Madrid. S'il ne fut pas l'auteur du projet, au moins y donna-t-il les mains avec un empressement qui n'était pas tout-à-fait désintéressé. Beauharnais tirait son principal relief de la grandeur de l'impératrice Joséphine, comme étant le frère aîné de son premier mari. Il n'existait, parmi les membres reconnus de la dynastie impériale, aucune princesse nubile du nom de Bonaparte. On devait penser que Napoléon choisirait dans la famille de sa femme l'épouse du prince des Asturies, en l'élevant d'abord au rang de

princesse, ainsi qu'il avait fait, en dernier lieu, pour la grande-duchesse héréditaire de Baden; et dans le rêve de l'ambassadeur, celle des nièces de l'impératrice qui a depuis été mariée au duc d'AreMBERG, devait monter un jour sur le trône d'Espagne.

LE 11 octobre 1807, Ferdinand adressa, à l'insu du Roi et de la Reine, sa demande à Napoléon ¹. Comme son intérieur était peuplé des créatures et des espions de Godoy, celui-ci ne tarda pas à avoir connaissance de la lettre. Il n'eut pas de peine à faire considérer le recours du prince héréditaire à un souverain étranger, comme un attentat à l'autorité royale et paternelle. Charles IV, sortant, pour la première fois, des habitudes de sa vie et des convenances de son rang, s'avisa d'imiter Philippe II, celui de ses prédécesseurs avec lequel il avait assurément le moins de ressem-

¹ Voyez à la fin du volume (J).

blance. A la tête d'une troupe de ses gardes-du-corps, il arrêta son fils, le désarma de ses propres mains, et l'enferma dans une chambre de ce sinistre palais de l'Escorial, encore plein des souvenirs de l'infortuné don Carlos.

Le prince resta sans communication avec qui que ce fût. Sa prison fut entourée de sentinelles. On fit le dépouillement de ses papiers; ils renfermaient un plein pouvoir écrit en entier de la main de Ferdinand, avec un cachet noir et la date en blanc, par lequel le duc de l'Infantado recevait le titre de généralissime et le commandement des troupes dans la Nouvelle-Castille, pour prendre, dans le cas où le Roi viendrait à mourir, telles mesures qui seraient jugées utiles au bien de la monarchie, et deux mémoires composés par le chanoine Escoiquitz, et copiés par le prince, tendant à éclairer la religion du Roi sur les abus du gouvernement du prince de la Paix, et sur les inconvéniens de l'union projetée par ce



dernier. On trouva aussi parmi les papiers un chiffre qui, du vivant de la princesse des Asturies, avait servi à sa correspondance avec la reine de Naples, sa mère.

Charles IV ordonna au conseil de Castille de prendre connaissance des pièces, et d'informer contre ceux dont les noms s'y trouvaient impliqués. Il présenta à la nation et à l'Europe son fils comme un parricide¹. L'accusation dépassait les bornes de la vraisemblance. Jamais Ferdinand ne conçut l'horrible projet d'attenter à la vie des auteurs de ses jours. L'imprudence de sa conduite s'explique naturellement par l'ambition de ses alentours, et par la crainte qu'ils lui inspirèrent des tentatives que Godoy pourrait faire à la mort du Roi, afin d'intervertir l'ordre de succession au trône, et peut-être pour s'y placer lui-même.

On ne peut pas dire quelle eût été l'issue du

¹ Voyez à la fin du volume (K).

procès de l'Escurial. Marie-Louise haïssait son fils de la haine des mères adultères. Charles IV ne voyait et ne pensait que par les yeux et la volonté de son favori. Mais le nom de Napoléon y était mêlé. L'extrême danger qu'on eût couru en blessant la susceptibilité de l'Empereur, fut le salut de Ferdinand. Le prince de la Paix, effrayé de la part que l'ambassadeur de France avait prise à cette intrigue, se repentit bientôt de l'éclat qu'il lui avait donné, et se hâta d'étouffer la procédure. On fit signer au prince des Asturies des actes de repentir que Godoy avait rédigés. Il s'avoua coupable, dénonça ses complices, et promit une amitié inaltérable au prince de la Paix. A ce prix, la liberté lui fut rendue, et ses amis furent dispersés dans différens lieux d'exil.

Ceci nous ramène aux premiers jours du mois de novembre 1807. Alors le traité de Fontainebleau venait d'être conclu, et il ne s'était pas écoulé le temps nécessaire pour

qu'il eût été ratifié par le roi d'Espagne. L'armée du général Junot marchait à travers la Vieille-Castille. Les amis de Ferdinand répandirent qu'elle allait prendre le chemin de Madrid. Ce bruit, joint à l'inimitié déclarée de l'ambassadeur de France, jeta de nouvelles alarmes dans l'ame de Godoy. Il contremanda le mouvement des corps espagnols destinés à coopérer à l'invasion du Portugal, ne voulant pas éloigner les troupes quand on était incertain des dispositions de la France.

L'Empereur se souciait aussi peu de Ferdinand que de Godoy. Il est étranger aux intrigues qui divisent la famille royale; mais déjà il a entrevu que ces intrigues favoriseraient plus tard sa marche politique. Quant à présent, il n'est occupé que du sort de l'expédition de Lisbonne. Que deviendront les vingt-cinq mille soldats de Junot déjà enfoncés dans la Péninsule, si le secours des alliés leur manque, si les Portugais entreprennent de résister?.... Le prince de la Paix fut momen-

tanément rassuré quand il apprit où se bornaient les prétentions actuelles de l'Empereur. On s'empessa d'envoyer à Paris la ratification du traité de Fontainebleau. Les généraux Caraffa, Solano et Taranco reçurent l'ordre d'entrer en Portugal. Napoléon passa les Alpes.

CE voyage d'Italie a une connexion intime avec les prochains déchiremens de l'Espagne. Les troupes françaises occupèrent la Toscane. L'infant roi d'Étrurie et la reine régente sa mère furent obligés d'abandonner une couronne à laquelle ils n'avaient pas renoncé, pour attendre auprès du trône paternel qu'on voulût bien les mettre en possession du royaume imaginaire de la Lusitanie septentrionale. Napoléon vit Lucien Bonaparte à Mantoue, lui promit le Portugal, et lui annonça qu'il avait jeté les yeux sur l'ainée de ses filles, pour la donner en mariage au prince des Asturies. Lucien avait été ambassadeur de la république française à Madrid en 1801.

L'élégance de ses manières contrastait avec l'âpreté des envoyés républicains qui l'avaient précédé. Il s'était concilié l'affection des Espagnols, et sa fille avait été l'objet des attentions particulières de la famille royale.

Pendant la durée du voyage d'Italie, les communications avec la cour de Madrid devinrent plus rares, à cause de la distance plus grande et des intérêts d'une nature différente qui absorbaient en apparence l'attention de l'Empereur. Le retour de ce monarque à Paris ne rétablit pas la confiance dans les rapports. Il s'exprima souvent sur le gouvernement du prince de la Paix avec dureté, et sur sa personne avec mépris : celui-ci demanda en vain le rappel de Beauharnais. Izquierdo ne tirait du prince Murat, le protecteur en titre de Godoy, que des promesses vagues de bienveillance, et des avis peu rassurans sur la nécessité de ménager, dans la personne de l'ambassadeur, le parent de l'impératrice Joséphine.

Cependant les armées françaises se succédaient les unes aux autres comme les flots de la mer, et inondaient les provinces septentrionales de l'Espagne. La maison de l'Empereur et les équipages de sa garde avaient pris le chemin de Bayonne. Les soldats vivaient aux dépens du pays. Malgré cette charge nouvelle, les Espagnols continuaient à payer des subsides. On leur demandait le reste de leurs escadres. Leurs troupes étaient hors du royaume, mises à la discrétion des généraux étrangers. La conspiration de l'Escurial avait servi à démontrer, sinon que le prince des Asturies était populaire, du moins que le Roi et la Reine avaient cessé de l'être. L'ambassadeur Beauharnais assurait que l'Empereur avait été sensible à la marque de confiance que lui avait donnée Ferdinand, en demandant une femme de son choix. Les généraux et les officiers français ne savaient pas quelle était l'œuvre qu'ils étaient destinés à accomplir; mais n'entendant chez leurs hôtes que

malédiction contre l'auteur des maux de la patrie, ils s'associaient par sympathie à l'indignation publique, et quelques-uns d'entre eux répétaient par cette contagion de l'opinion si forte chez un peuple communicatif, que l'armée venait en Espagne pour faire justice d'un méchant.

GODOY éprouva ce trouble de l'ame et cet ennui du pouvoir, tristes avant-coureurs des catastrophes politiques. Il pensa à quitter ses emplois avant que ses emplois le quittassent. Tantôt, il voulait résigner la dignité de grand-amiral en faveur de l'infant don Francisco de Paula, le dernier des fils de la Reine, et le seul pour-lequel il eût de la tendresse. D'autres fois, il se proposait d'acheter des biens-fonds en France, afin d'assurer à ses bâtards quelques moyens d'existence après lui¹. Les illusions de popularité dont il s'était repu si long-

¹ Voyez à la fin du volume (L).

temps avaient cessé de fasciner son esprit; d'une part, le Roi vieux, infirme, accablé de chagrins; de l'autre, le royaume envahi par les armées d'un prince dont les intentions sont plus que suspectes. Quel sera son sort, si Napoléon lui retire une main protectrice et l'abandonne à la vengeance de l'héritier du trône? Pour comble de malheur, les refuges qu'il s'était ménagés par les négociations de Fontainebleau lui échappent; car le malheureux traité, qui a introduit les troupes françaises dans la Péninsule, était dès-lors considéré comme non avenue, et figurait seulement comme document pour l'histoire. Au lieu de penser à une souveraineté indépendante, le prince de la Paix ne rêvait plus que l'échafaud.

On ne s'arrête pas quand on le veut sur le penchant d'un précipice. Napoléon se plaisait à prolonger la sécurité de la nation espagnole. Il fit présenter au Roi et à la Reine, par un chambellan, douze chevaux de la plus grande beauté. Il écrivit à Charles IV qu'il se proposait

de lui faire une visite, et de régler ensemble amicalement et sans l'intermédiaire des formes diplomatiques, les affaires de l'Espagne et du Portugal. Cette franchise et des soins si gracieux tranquillisèrent la cour de Madrid. Afin de rendre encore plus favorables les dispositions de son puissant allié, le Roi pria l'Empereur d'accorder une de ses parentes pour épouse au prince des Asturies. Godoy lui-même fut conduit, par le malheur des temps et par le pressentiment de sa chute prochaine, à conseiller une démarche pour laquelle il avait témoigné tant d'aversion, quatre mois auparavant. N'espérant plus sortir vainqueur de la lutte, et résigné à se jeter au-devant d'un malheur inévitable, il engagea le Roi, non-seulement à demander une princesse française, mais encore à abdiquer, aussitôt que le mariage aurait affermi la couronne dans sa maison.

Palliatif impuissant pour des maux presque incurables ! Chaque jour la question se com-

pliquait davantage. A la fin du mois de février 1808, don Eugénio Izquierdo parvint à quitter Paris, où il était négligé et même rebuté depuis qu'on n'avait plus besoin de Godoy. Il apporta à Madrid une série de notes rédigées d'après les transmissions verbales que lui avaient faites à longs intervalles le grand-maréchal du palais Duroc, et le vice-grand-électeur, prince de Bénévent. « L'Em-
» pereur veut échanger le Portugal contre des
» provinces au nord de l'Èbre, afin d'épar-
» gner l'inconvénient d'un chemin militaire à
» travers la Castille. Sa Majesté désire que les
» Français et les Espagnols commercent libre-
» ment et réciproquement dans les colonies
» de chacune des deux puissances, en payant
» les droits auxquels les indigènes sont assu-
» jettis. Un nouveau traité offensif et défensif
» lui paraît nécessaire pour lier plus étroite-
» ment l'Espagne au système fédératif conti-
» nental. Le repos de son empire est intéressé
» à ce que l'ordre de succession au trône d'Es-

» pague soit fixé d'une manière irrévocable.
» Sa Majesté est disposée à permettre au Roi
» de porter le titre d'empereur des Indes, et
» à accorder sa nièce pour femme au prince
» des Asturies ; mais ce mariage sera l'objet
» d'une négociation spéciale. »

Ainsi des propositions si inconvenantes¹ n'étaient pas encore un ultimatum. Izquierdo était trop versé dans l'intrigue, pour n'avoir pas enfin pénétré que Napoléon trompait tout le monde, et voulait disposer à son gré de toute la Péninsule. Son voyage eut pour objet, moins de continuer une négociation au succès de laquelle il n'avait pas la bonhomie de croire, que d'avertir son protecteur gravement compromis, et de dessiller les yeux de ses maîtres. Il était encore à Madrid quand on

¹ Ces propositions sont devenues publiques, ayant été développées avec plus d'extension dans une dépêche que don Eugénio Izquierdo adressa au prince de la Paix, et qui fut ouverte par d'autres que celui auquel elle était destinée.

apprit la surprise des places de guerre. Les troupes françaises se préparaient à faire un grand mouvement dans l'intérieur et vers la capitale du royaume. Le grand-duc de Berg était parti de Paris pour en prendre le commandement, en attendant que l'Empereur en personne se mît à la tête de ses armées. Il n'y a donc plus de composition à espérer avec un conquérant avide qui veut tout ce qu'il peut, et dont le pouvoir n'a pas encore connu de bornes. Après quinze ans d'une servitude déguisée sous le nom d'alliance, pour prix des flottes livrées, des trésors prodigués, du sang des sujets versé dans une querelle étrangère, le trône et l'indépendance nationale vont périr du même coup.

Dans ce péril de la monarchie, le favori ne songea qu'à mettre sa personne en sûreté, et à chercher dans un autre hémisphère les voluptés prêtes à lui échapper dans celui-ci. Il conseilla à Charles IV et à sa femme de se réfugier en Amérique avec toute la famille royale.

On fit les dispositions nécessaires pour exécuter ce projet. Don Francisco Solano, marquis del Socorro, eut l'ordre de s'échapper du Portugal avec sa division, et de venir occuper les montagnes du Guadarrama. On tira de Ségovie un équipage de trente bouches à feu de bataille, sous les ordres du maréchal-de-camp d'artillerie, don Miguel de Cevallos. Des corps d'infanterie et de cavalerie furent échelonnés sur la route de Séville. On fit venir de Madrid à Aranjuez, où était la cour, les gardes-du-corps, les escadrons légers du corps des carabiniers royaux, les bataillons des gardes wallonnes et des gardes espagnoles, et les régimens nationaux d'infanterie et de cavalerie qui composent habituellement la garnison.

Un rapprochement curieux se présente ici à l'esprit du lecteur. Quatre mois ne sont pas écoulés depuis que, par suite de machinations dans lesquelles Charles IV a été entraîné, le prince régent de Portugal, son gendre, sa propre fille et ses petits-fils ont été contraints